

**Unia Zentralsekretariat**  
**Abteilung Vertrags- und**  
**Interessengruppenpolitik**

Weltpoststrasse 20  
CH-3000 Bern 15  
T +41 31 350 21 11  
F +41 31 350 22 11  
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.**  
**Le Syndicat.**  
**Il Sindacato.**

# **INFO ÉCONOMIQUE**

## **I /2015**

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

**Résumé :** Jusqu'à l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse, l'économie suisse s'affichait en croissance. Or, ces derniers mois, la conjoncture mondiale s'est améliorée – les États-Unis jouant un rôle de locomotive – avec des effets positifs sur les exportations et le nombre de nuitées en Suisse. Depuis lors, la situation s'est dégradée en Suisse. Le franc est fortement surévalué. Les exportations en sont affectées et le chômage devrait gagner en importance. L'économie suisse ne croîtra plus que légèrement. Face à un franc trop fort, certains secteurs s'en sortent et s'en sortiront nettement mieux que d'autres, à l'instar de la pharma et de l'horlogerie. Ceux-ci sont en effet relativement insensibles aux variations du franc. Dans les secteurs industriels plus traditionnels (machines, papier et arts graphiques, textile et habillement, etc.), les exportations orientées à la baisse depuis un certain temps ne seront pas relancées. Bien au contraire... Dans la branche touristique, la situation semblait stabilisée et montrait même des signes d'amélioration avant l'abandon du taux plancher par la Banque nationale. Celle-ci se complique à nouveau. Quant aux secteurs de l'économie intérieure, un franc trop fort pénalisera les activités de commerce de détail en stimulant à nouveau un tourisme d'achats à l'étranger déjà élevé. Indépendamment des variations du franc, le secteur de la construction montre des signes d'essoufflement tout en continuant à évoluer à un haut niveau en comparaison historique.

## **Info économique I/2015**

<b>1. L'abandon du taux plancher, un choc pour l'économie suisse.....</b>	<b>3</b>
1.1. La conjoncture mondiale se redresse.....	3
1.2. Perspectives de croissance encourageantes pour l'économie mondiale .....	4
1.3. Le choc de l'appréciation a laissé de premières traces.....	5
1.4. Les prévisions de croissance de l'économie suisse sont faibles .....	6
1.5. Parenthèse: Le taux plancher de 1,20 CHF pour un euro aurait pu être maintenu .....	7
<b>2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives .....</b>	<b>10</b>
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière .....	10
2.2. Évolution des exportations de marchandises .....	11
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration .....	15
<b>3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....</b>	<b>18</b>
3.1. Le commerce de détail .....	18
3.2. Le secteur de la construction .....	18

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

## **1. L'abandon du taux plancher, un choc pour l'économie suisse.**

Avant que la Banque nationale suisse ne mette fin au taux plancher, le 15 janvier 2015, l'économie Suisse était en pleine croissance. La conjoncture mondiale avait continué de se redresser ce qui s'était traduit pour la suisse par des exportations et des nuitées d'hébergement en hausse. Depuis, le contexte s'est sensiblement dégradé pour notre pays. Le franc est fortement surévalué et plombe l'économie exportatrice avec, à la clé, une augmentation du chômage.

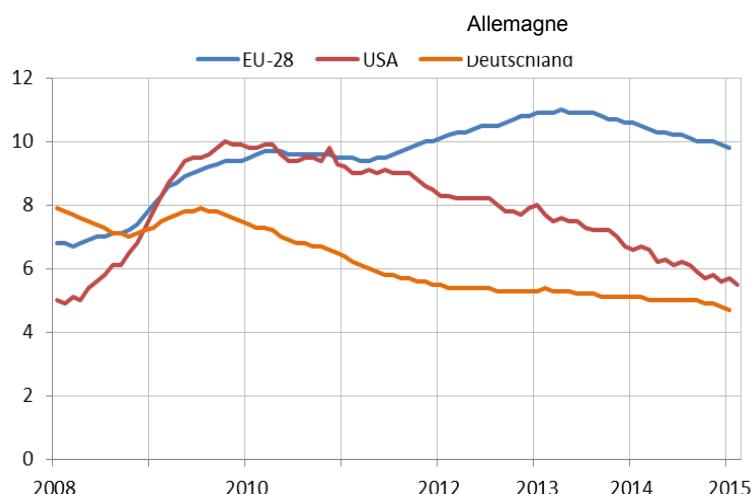
### **1.1. La conjoncture mondiale se redresse**

Les Etats-Unis sont la locomotive de la conjoncture mondiale. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats Unis a enregistré une croissance de 2,5% par rapport à l'année précédente au 4ème trimestre 2014. Le PIB de l'UE a gagné 1,3% avec des nuances régionales persistantes. L'Allemagne a réalisé une croissance de 1,5% alors que l'économie français a stagné (+0.2%) et que l'économie italienne s'est même repliée (-0.3%). L'Espagne est fort heureusement ressortie du creux de la vague (+2.0%).

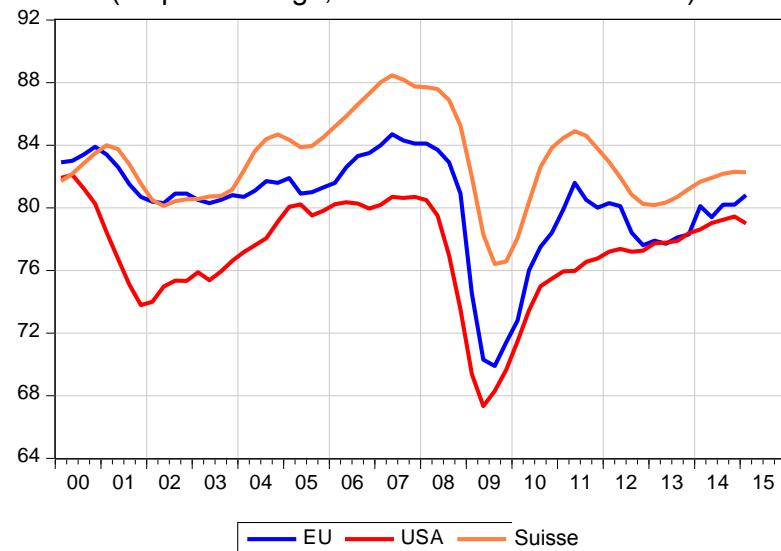
A l'exception de la Suisse, le chômage baisse dans la quasi-totalité des pays industrialisés grâce à l'embellie conjoncturelle. En Allemagne, le taux de chômage est tombé à 4,7% de la population active, ce qui est le niveau le plus bas depuis la réunification (graphique 1.1.1). Les Etats-Unis sont passés en-dessous de la barre des 6% de chômeurs mais beaucoup de personnes découragées se sont retirées du marché du travail et n'apparaissent plus dans les statistiques.

Les capacités de production des entreprises sont mieux exploitées (graphique 1.1.2). Les entreprises sont de nouveau davantage prêtes à investir. Ceci ressort clairement des statistiques. Les investissements des entreprises sont en hausse. Grâce à un chômage plus faible, le pouvoir d'achat augmente, et dope la consommation privée ainsi que l'activité de construction.

**Graphique 1.1.1 : Taux de chômage**  
(données désaisonnalisées, en pourcentage)



**Graphique 1.1.2 : Exploitation des capacités dans l'industrie**  
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



## 1.2. Perspectives de croissance encourageantes pour l'économie mondiale

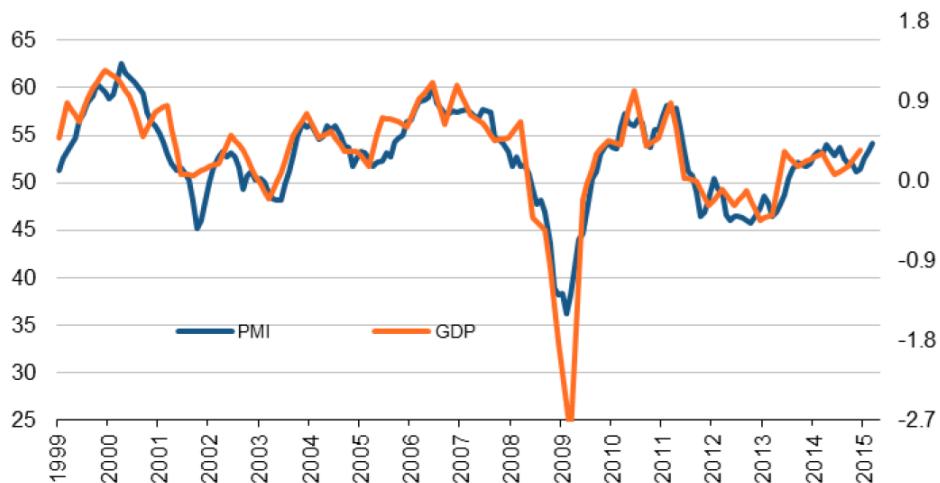
Le redressement de l'économie mondiale devrait se poursuivre dans les prochains temps. Les indicateurs conjoncturels de l'Union européenne et des Etats Unis sont toujours à la hausse. Le fait que le moral des consommateurs aux Etats-Unis, en particulier, un indice important pour ce pays, recouvre lentement mais sûrement son niveau d'avant la crise (graphique 1.2.1), mérite d'être souligné. Les prix de l'immobilier ont récemment continué de récupérer mais les records antérieurs à la crise financière sont encore loin d'être atteints, ce qui peut être interprété comme un signe positif pour une évolution moins déséquilibrée. La baisse du chômage et le pouvoir d'achat accru qui en résulte devrait donner un coup de pouce supplémentaire à l'économie américaine. Les entreprises devraient investir davantage parce que leurs capacités sont mieux exploitées.

Les indicateurs sont aussi positifs pour l'UE (graphique 1.2.2.). La dévaluation de l'euro vis-à-vis du dollar qui favorise les exportations de la zone euro s'avère bénéfique. Cependant, la reprise sera globalement plus faible dans la zone Euro qu'aux Etats-Unis car tant que la politique financière sera à l'austérité, la demande sera insuffisante pour une expansion plus vigoureuse. De plus, le secteur financier demeure bancal dans certains pays. Il convient toutefois de saluer un certain redémarrage de la conjoncture espagnole ces derniers temps.

**Graphique 1.2.1 : Confiance des consommateurs aux USA**  
 (Université de Michigan, données corrigées des variations saisonnières et aléatoires).



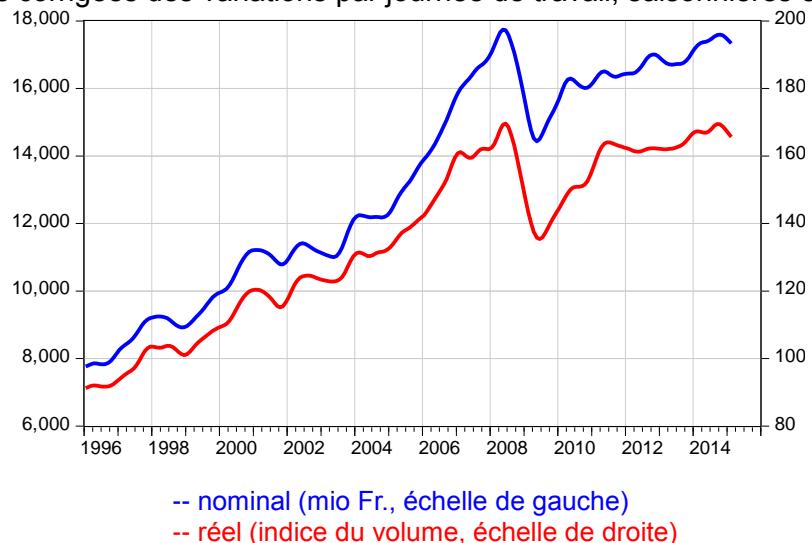
**Graphique 1.2.2 : Indice des acheteurs PMI dans la zone Euro**  
 Valeurs de PMI supérieurs à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB).



### 1.3. Le choc de l'appréciation a laissé de premières traces.

Sans la forte appréciation du franc à partir du 15 janvier 2015, l'économie suisse aurait été dans d'excellentes dispositions pour croître dans la foulée de l'amélioration de la conjoncture mondiale. Cette expansion aurait été indispensable compte tenu du fort taux de chômage qui persiste dans notre pays. En 2015, le taux de chômage était de 4,5% (selon l'OIT), soit au même niveau qu'en pleine crise financière. L'appréciation du franc a laissé de premières traces. Les exportations baissent (graphique 1.3.1). Le chômage augmente, même si cette augmentation n'est a priori que légère.

**Graphique 1.3.1 : Exportations de marchandises**  
 (en données corrigées des variations par journée de travail, saisonnières et aléatoires)



#### 1.4. Les prévisions de croissance de l'économie suisse sont faibles

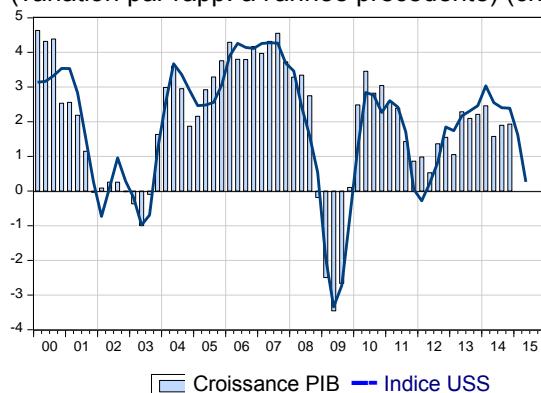
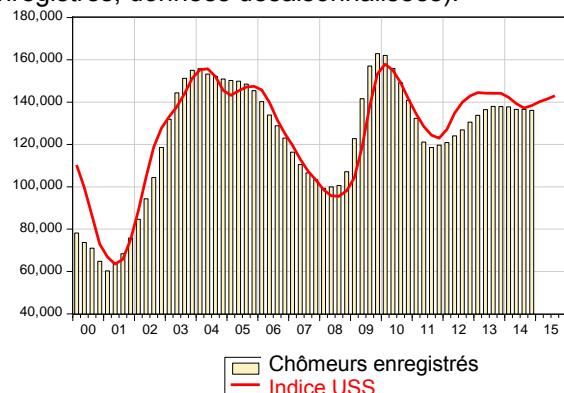
L'évolution à venir de l'économie suisse est fortement tributaire du cours du franc. Selon la parité du pouvoir d'achat (comparaison internationale des prix), un taux de change équitable entre le franc suisse et l'euro devrait se situer au-dessus de 1,30 francs. Or, avec un cours de l'ordre de 1,05 CHF pour un euro, le franc suisse demeure surévalué de plus de 20%.

En raison de cette surévaluation, le franc devrait en théorie se dévaluer sensiblement mais l'expérience a démontré que les cours des devises peuvent parfois s'écartez sur une longue période des cours équitables pour l'économie réelle. Le franc suisse est une valeur refuge. Il tend à s'apprécier dans les périodes incertaines. Les taux d'intérêt négatifs introduits par la BNS tendent plutôt en direction de la dévaluation. Ils rendent le franc moins attrayant par rapport aux autres devises. Nous devons néanmoins nous attendre à ce que le franc demeure fortement surévalué dans un avenir prévisible.

La pression sur l'économie suisse due au taux de change devrait ainsi persister. L'indice USS de l'évolution du PIB ne prévoit qu'une faible croissance (graphique 1.4.1). Les entreprises réduisent leurs budgets du personnel ce qui se traduit par une augmentation du chômage. L'indice USS de l'évolution du chômage est déjà à la hausse (graphique 1.4.2). Les prévisions conjoncturelles pour l'année en cours tablent sur une croissance du PIB entre 0,2% et à peine 1% (tableau 1.4.1). Le chômage augmentera, passant de 3,3% à 3,5%. Parallèlement au franc surévalué, le faible cours du pétrole génère un renchérissement négatif. Les prévisions de renchérissement pour l'année ne cours se situent ainsi entre -0,8% et -1,4%.

**Graphique 1.4.1 : Indice du PIB**

(variation par rapp. à l'année précédente) (chômeurs enregistrés, données désaisonnalisées).

**Graphique 1.4.2: Indice du chômage****Tableau 1.4.1 Prévisions conjoncturelles choisies**  
(en pourcentages)

	USS		KOF		Seco		Banque nationale suisse	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Croissance du PIB	0,5	-	0,2	1,0	0,9	1,8	env. 1	-
Taux de chômage	3,5	-	3,4	3,8	3,3	3,4	-	-
Renchérissement	-1,4	-	-0,8	0,0	-1,0	0,3	-1,1	-0,5

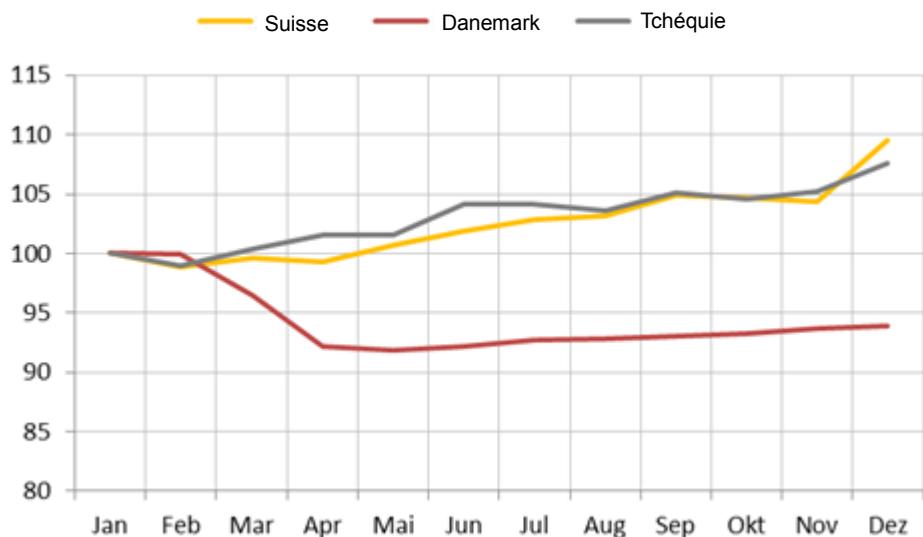
## 1.5. Parenthèse: Le taux plancher de 1,20 CHF pour un euro aurait pu être maintenu

La BNS justifie désormais son désengagement du taux plancher en invoquant surtout les arguments suivants: fin 2014 et début 2015 des interventions quotidiennes de plusieurs milliards ont parfois été nécessaires pour soutenir le taux plancher. L'accroissement des avoirs en devises qui en découlait n'était plus défendable en termes de politique monétaire. La BNS fait aussi état d'une "instabilité dynamique". Les interventions de la BNS et l'augmentation des avoirs en devises qui en découlent nécessiteraient des interventions supplémentaires qui pourraient gonfler le bilan de la BNS de centaines de milliards, avec d'importants risques de pertes. Les déclarations de la BNS n'expliquent toutefois pas clairement pourquoi exactement il devrait en être ainsi.

Cette argumentation est difficile à comprendre, même pour les profanes en politique monétaire. De nombreux Suisses vont faire leurs achats en zone Euro, tout simplement parce que c'est moins cher. En quoi la Banque nationale subirait-elle des pertes si elle achète des euros? Tant que le franc est surévalué, l'argumentation de la BNS tient tout au plus la route si la BNS supprime le cours plancher du franc, ce qu'elle a d'ailleurs fait. Le franc peut ainsi s'apprécier et des pertes comptables temporaires sont possibles sur les avoirs en devises. Tant que le taux plancher est maintenu, le franc ne peut pas s'apprécier davantage.

La BNS n'a toujours pas d'explication claire pourquoi elle a été contrainte d'acheter davantage d'euros en décembre 2014/janvier 2015. Le Danemark et la République tchèque qui défendent eux aussi des taux plancher n'ont pas connu d'augmentation notable des réserves en devises (graphique 1.5.1) pour leur part. La BNS n'a pas non-plus étayé de façon concluante l'affirmation selon laquelle elle aurait été contrainte d'acheter des milliards d'euros d'ici à fin 2015.

**Graphique 1.5.1 : Réserves en devises des banques centrales**  
(janvier 2004 = 100)

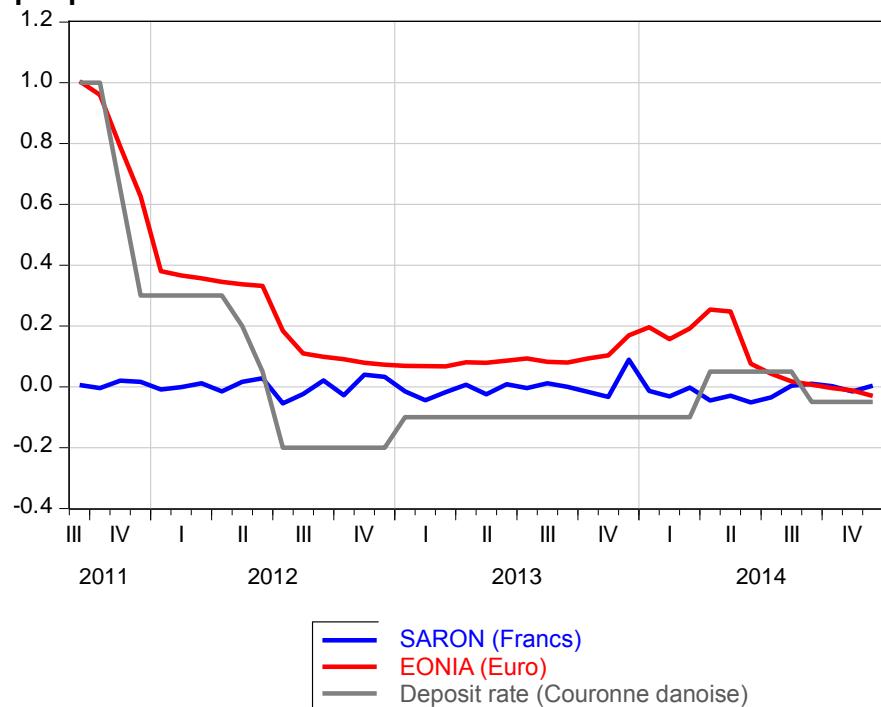


Le taux plancher n'a nécessité aucune intervention de la BNS entre la mi-2012 et fin 2014. Ce n'est nullement surprenant dans la mesure où la BNS détient le monopole du franc. Elle domine le marché du franc et nul ne peut la défier sur ce terrain. Si les taux d'intérêts sont plus élevés dans la zone euro que dans la zone franc suisse, les banques centrales n'ont en principe aucune raison d'acheter des francs et de vendre des euros car cela se traduirait par des pertes. Pour défendre le taux plancher, la BNS n'a donc dû acheter des euros qu'entre septembre 2011 et le printemps 2012. En ce temps là, de nombreux acteurs du marché financier craignaient une implosion de l'euro et étaient de ce fait prêts à acheter des francs suisses malgré des taux d'intérêt plus faibles.

En décembre 2014/janvier 2015, il n'y avait plus aucune inquiétude fondamentale à avoir quant à la pérennité de l'euro. La situation s'était calmée. La seule explication économique des nouvelles interventions pendant ces deux mois réside dans le différentiel de taux d'intérêts avec la zone euro. La BCE a en effet introduit des taux d'intérêt négatifs l'année passée. La banque centrale danoise a elle aussi introduit des taux d'intérêts négatifs<sup>1</sup> alors que la BNS est restée à un taux zéro (graphique 1.5.2). En d'autres termes, fin 2014, il est devenu intéressant d'acheter des francs suisses et de vendre des euros ou des couronnes danoises. Il n'est donc pas étonnant que la BNS ait été contrainte d'investir davantage vers fin 2014 et début 2015 pour préserver le taux plancher de 1,20 CHF pour un euro. En conséquence, si la BNS a dû intervenir davantage et ainsi faire augmenter les réserves tout comme son bilan, la responsabilité semble en grande partie lui incomber.

<sup>1</sup> La situation des taux d'intérêt n'est pas parfaitement claire pour la couronne tchèque. La Banque nationale tchèque a fortement baissé les taux d'intérêt. Le CZEONIA était de 0.05%. Ce taux d'intérêt n'est pas intégralement comparable aux taux d'intérêt sur l'euro, la couronne danoise ou le franc suisse parce qu'il englobe une majoration pour des risques.

**Graphique 1.5.2 : Taux d'intérêts sur le marché monétaire et débiteurs**



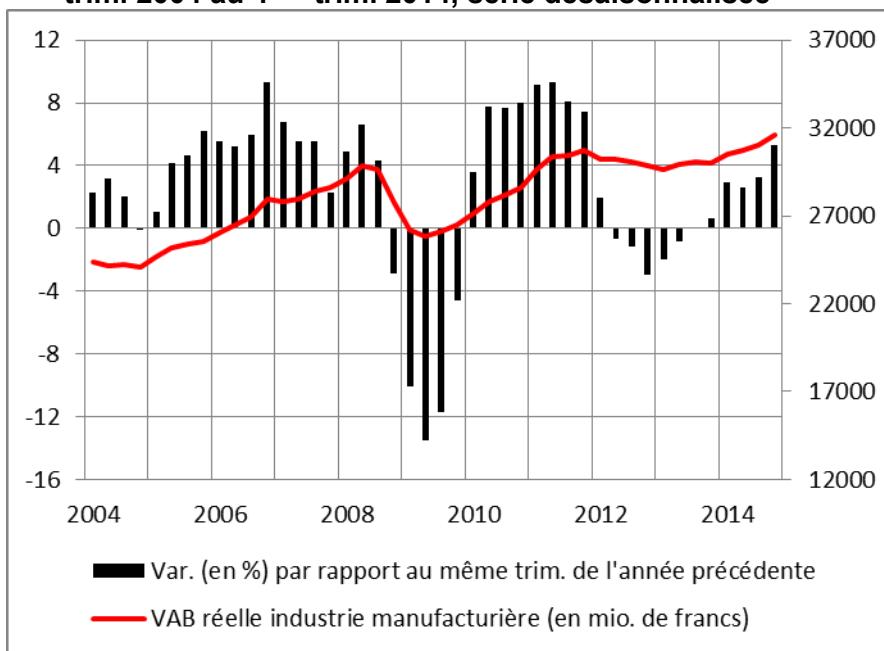
Conclusion: Le taux plancher aurait pu être maintenu. Il aurait suffi que la BNS introduise précoce-  
ment des taux d'intérêt négatifs pour moins devoir intervenir.

## **2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives**

### **2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière**

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très rapidement été rattrapée par la crise financière et économique. Il faudra attendre une année pour que la reprise se profile et qu'elle reparte sur une trajectoire orientée à la hausse. Comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), cette dernière dépassera le sommet atteint avant crise dès le deuxième trimestre 2011. Elle atteindra un nouveau sommet, en termes de valeur ajoutée, à fin 2011 pour montrer pendant deux ans une relative stagnation. Tout au long de l'année 2014, le trend est à nouveau haussier et l'industrie manufacturière helvétique connaît un nouveau sommet absolu au dernier trimestre 2014. Par rapport au précédent trimestre, sa valeur ajoutée augmente d'un peu plus de 1,8% alors qu'elle dépasse de 5,3% le niveau prévalant une année auparavant. Dans un contexte qui n'était déjà pas facile – le franc était déjà fort et les incertitudes nombreuses, en particulier quant à l'évolution de l'Europe –, l'industrie manufacturière prise globalement s'en sortait relativement bien. Aujourd'hui, avec un franc devenu encore plus fort, on peut craindre que certains pans de l'industrie d'exportation ne soient fortement pénalisés.

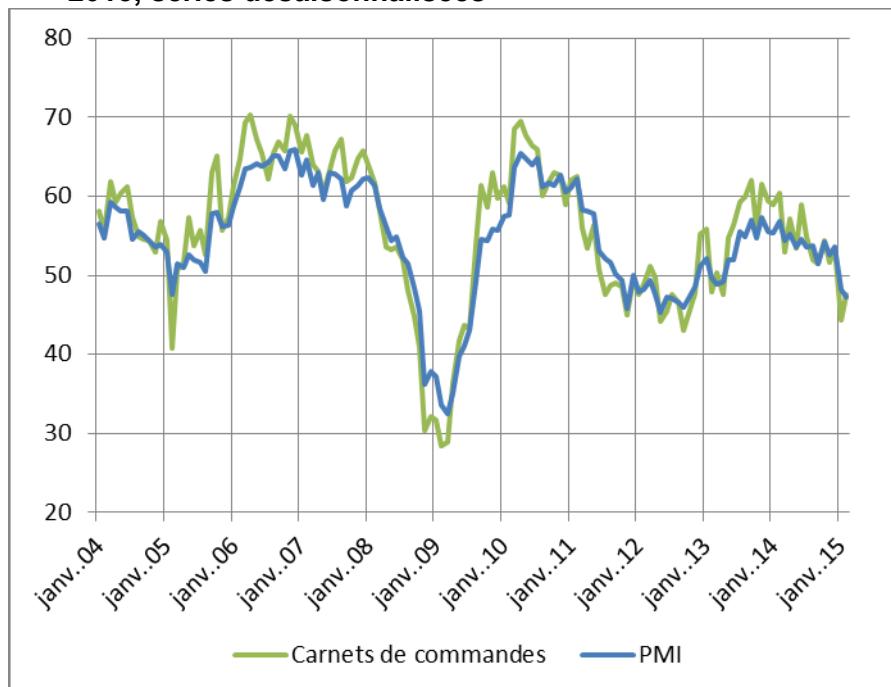
**Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 4<sup>ème</sup> trim. 2014, série désaisonnalisée**



Source : SECO.

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de février 2015 clôturait ainsi en dessous du seuil de croissance, à 47,3 points, et affichait un recul d'un point par rapport au mois précédent (Graphique 2.1.2). Le rythme de la baisse de l'indice s'est donc ralenti en février par rapport à la forte chute de janvier 2015, un premier mois de l'année marqué par l'abandon du taux plancher par la Banque nationale. Cet indice se situait encore à 53,6 points en décembre 2014. Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, si celui-ci s'était fortement dégradée en janvier 2015 – l'indice passait de 53,6 points en décembre 2014 à 44,2 points en janvier 2015 –, il progressait de 3,4 points en février 2015 pour atteindre les 47,6 points. En bref, l'abandon du taux plancher a marqué les esprits en janvier 2015. Si les directeurs d'achat du secteur se montrent nettement moins optimistes qu'en décembre dernier, une analyse de l'évolution des exportations sur les deux premiers mois de l'année 2015 peut-elle nous en dire plus ? Les différentes branches exportatrices se sont-elles toutes orientées à la baisse ? Ou certaines d'entre elles montrent une évolution différenciée ?

**Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à février 2015, séries désaisonnalisées**



Source : Procure.ch/CS.

## 2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait 41% des exportations totales de marchandises suisses en 2014 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,7%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part de presque 30% au total des exportations de marchandises suisses.

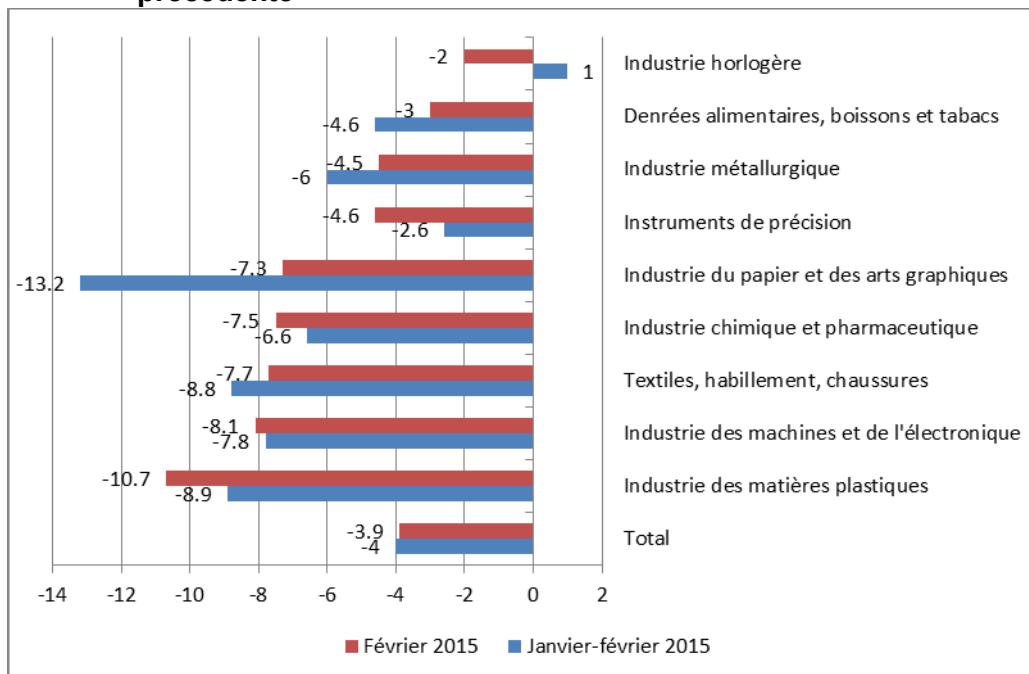
**Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2014**

<b>Branches</b>	<b>Mio. CHF</b>	<b>Part en %</b>
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	85'322	41.0
<i>Machines et électronique</i>	33'345	16.0
<i>Horlogerie</i>	22'257	10.7
<i>Instruments de précision</i>	14'686	7.0
<i>Métallurgie</i>	12'481	6.0
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'392	4.0
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'525	1.7
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'173	1.5
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'016	1.0
...	...	...
<b>Exportations totales</b>	<b>208'342</b>	<b>100</b>

Source : AFD.

Comment se comportent ces mêmes exportations en février 2015 ? Prises globalement, celles-ci se sont contractées de 3,9%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). L'industrie des matières plastiques plonge de 10,7%. L'industrie des machines et de l'électronique, celle du « textiles, habillement et chaussures » mais aussi l'industrie chimico-pharmaceutique et celle du papier et des arts graphiques connaissent toutes des reculs se situant entre 7,3% et 8,1%. Les instruments de précision et l'industrie métallurgique évoluent négativement de respectivement 4,6% et 4,5%. L'industrie des « denrées alimentaires, boissons et tabacs » et l'horlogerie réalisent de « meilleures » performances puisqu'elles ne reculent que de 3% et 2%. Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches exportatrices pour la période cumulant janvier et février 2015, le tableau est relativement identique. Seule l'horlogerie affiche une croissance positive (+1%) pour les deux premiers mois de l'année. Toutes les autres branches connaissent des évolutions négatives.

**Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en février 2015 et en janvier-février 2015, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente**



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58% de celles-ci s'y dirigeaient en 2014 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle était légèrement supérieur à 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,7% et 17,3% en 2014. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,5% en 2014. Les États-Unis, avec une part de 12,4%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 6,6% et 4,8%. La Chine occupe le 6<sup>ème</sup> rang en 2014 avec une part s'élevant à 4,2%.

**Tableau 2.2.2 : Exportations par continents**

Continent	2014 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2014
Europe	120'751	66.3	58
Asie	45'271	16.7	21.7
Amérique	36'108	14.5	17.3
- Amérique du Nord	29'172	11.8	14
- Amérique latine	6'564	2.5	3.2
Afrique	3'687	1.5	1.8
Océanie	2'525	1.0	1.2
<b>Total</b>	<b>208'342</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : AFD.

Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué en février 2015 du point de vue des principales zones d'exportations ? À l'exception de l'Amérique du Nord (+6,8%), les exportations suisses se contractaient vers toutes les autres destinations. Elles

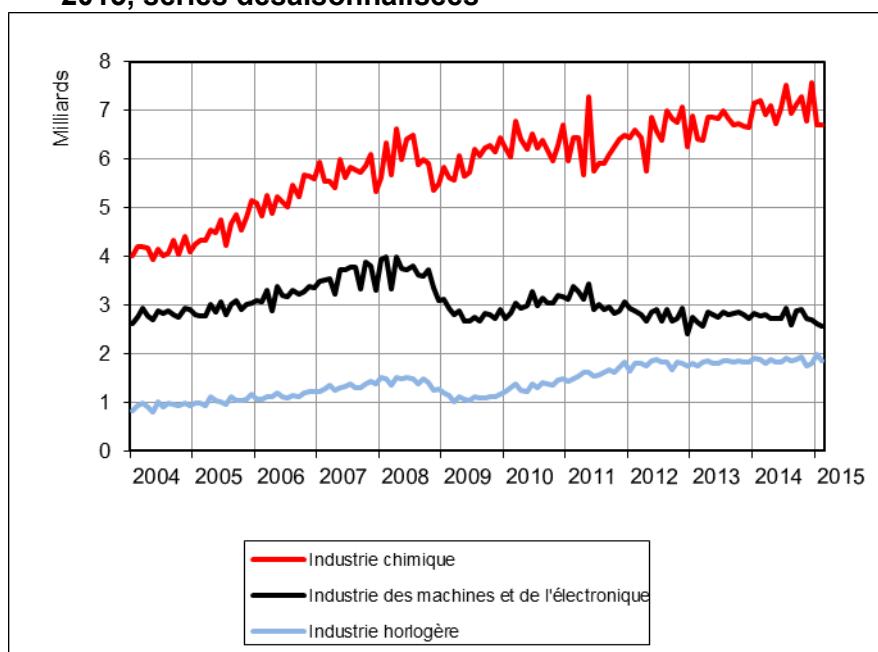
reculaient ainsi de 5,3% en Europe, avec des baisses marquées vers la Russie (-34%), les Pays-Bas (-21%) et l'Italie (-20%). Elles connaissaient néanmoins une forte croissance vers le Royaume-Uni (+32,5%). Vers l'Asie, les exportations suisses s'affichaient globalement en retrait (-4,9%). Elles reculaient de 33,5% vers la Chine, mais augmentaient de, respectivement, 153% et 50% vers le Qatar et l'Arabie saoudite. Elles baissaient vers l'Amérique latine (-3,5%), l'Océanie (-3,8%) et l'Afrique (-28,1%)

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différencierées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 2.2.2). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet en mai 2011. La barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) est franchie pour la première fois ! Après être très courtement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique se sont à nouveau positionnées sur un trend orienté à la hausse. Précisons, à ce propos, qu'elles ont à nouveau franchi à plusieurs reprises la barre des 7 milliards depuis lors, et plus particulièrement en 2014. Le sommet de mai 2011 est même pour la première fois dépassé en décembre 2014 avec plus de 7,5 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Si, depuis début 2015, les exportations de la chimie-pharmacie montrent un léger fléchissement, elles continuent à évoluer à un niveau très élevé en comparaison historique. Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint tant en avril qu'en juin 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en octobre 2014, avec plus de 1,93 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Depuis lors, les exportations horlogères tendent à plafonner, certes, à un haut niveau. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassait légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente en dessous de la barre des 3 milliards de francs et celles-ci tendaient même à s'approcher très récemment des 2,5 milliards.

Quelles sont les perspectives pour les différentes branches exportatrices ? Toutes connaîtront-elles des difficultés à la suite de l'abandon du taux plancher par la Banque nationale ? Pour les branches traditionnelles, à l'instar de l'industrie MEM, celle du textile et de l'habillement ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir seront difficiles. Ces branches sont sensibles aux variations du taux de change et un franc très fort ne pourra que d'autant plus peser sur leurs exportations. D'autres branches, à l'instar de l'industrie horlogère ou de la pharma, sont nettement moins sensibles aux variations du franc – le prix ne jouant pas un rôle des plus déterminants pour ces dernières. À cet égard, l'industrie horlogère, qui a retrouvé sa superbe dans l'après-crise, devrait continuer à évoluer à des hauts niveaux. Peut-être plafonnera-t-elle ou connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un moindre dynamisme, elle devrait néanmoins continuer à exporter à des hauts niveaux. La force du franc n'est, en effet, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie industrie chimico-pharmaceutique, dans sa composante « pharma », elle ne devrait pas être excessivement pénalisée par la force du franc.

L'industrie pharmaceutique fait, en effet, face à une demande peu sensible aux cycles économiques et aux variations du franc. Ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci sont difficilement compressibles. Ses exportations devraient se maintenir à de hauts niveaux. L'industrie chimique traditionnelle est, par contre, plus directement concernée par l'évolution du franc et ses exportations pourraient souffrir. Celles-ci ne représentent, cependant, aujourd'hui que moins d'un cinquième des exportations totales de l'industrie chimique helvétique.

**Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à février 2015, séries désaisonnalisées**

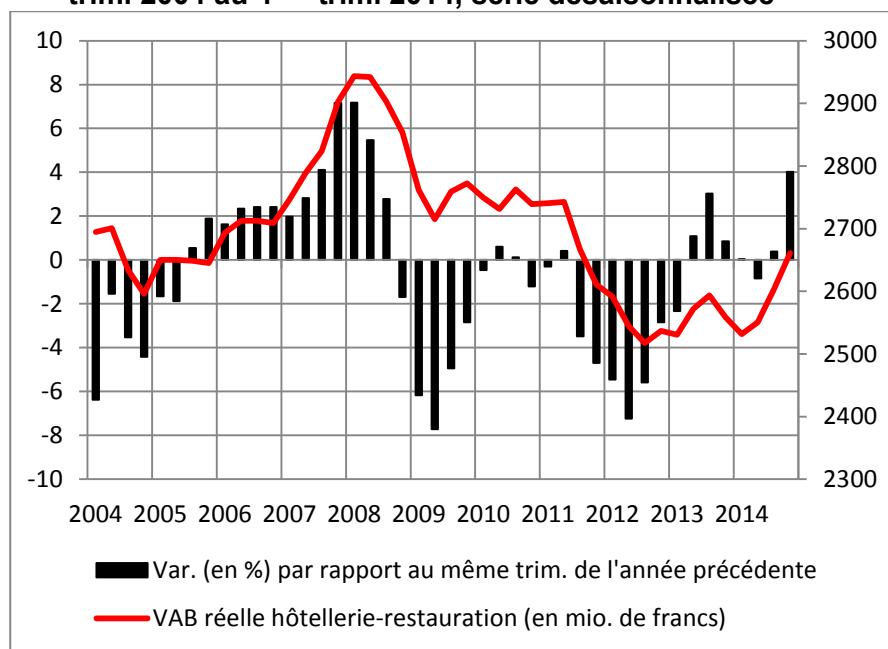


Source : AFD.

### 2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de début 2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011 et ce, alors que la branche n'avait pas encore retrouvé – même loin de là ! – les niveaux atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons que, depuis mi-2012, la situation semble s'être stabilisée et qu'elle montrait même de sérieux signes d'amélioration tout au long de l'année 2014 et ce, avant l'abandon du taux plancher par la Banque nationale.

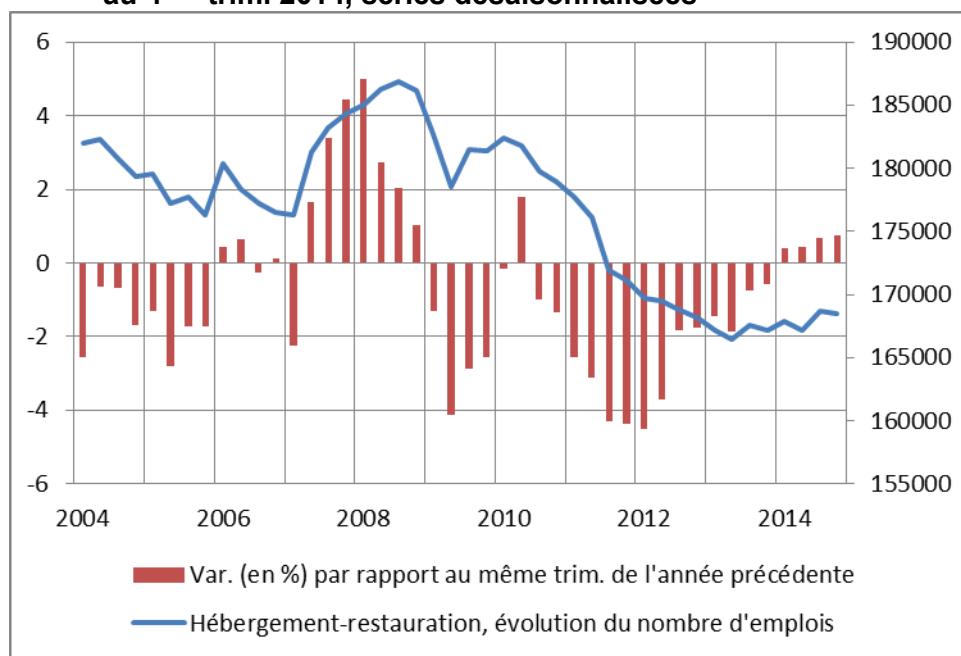
**Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 4<sup>ème</sup> trim. 2014, série désaisonnalisée**



Source : SECO.

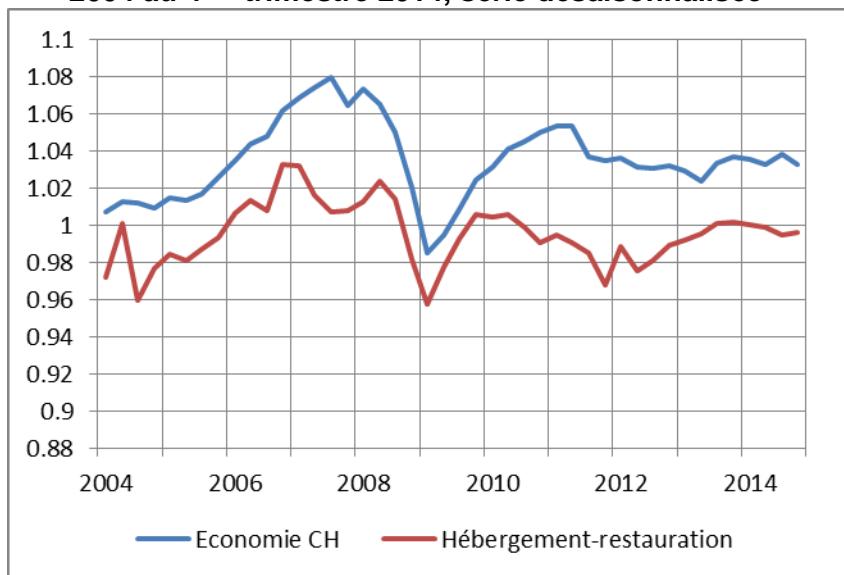
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été hausse de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Observons que, depuis mi-2013, la situation semble en voie d'amélioration. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu plus de 166'400 personnes au deuxième trimestre 2013. Fin 2014, la branche de l'hôtellerie-restauration avait cependant regagné en importance puisqu'elle mobilisait un peu plus de 168'450 personnes. Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2010, il repart à la baisse et se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins qu'à partir de mi-2012, il s'oriente à nouveau à la hausse pour dépasser très légèrement la barre de 1 fin 2012 et début 2013. Depuis lors, il évolue à un niveau très légèrement inférieur à cette même barre. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi montre ainsi depuis un certain temps une relative stabilité aux alentours du seuil de 1.

**Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 4<sup>ème</sup> trim. 2014, séries désaisonnalisées**



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

**Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1<sup>er</sup> trimestre 2004 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, série désaisonnalisée**



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

La situation semblait quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration et montrait même quelques signes d'amélioration sur la période récente. Or, avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, les temps risquent à nouveau d'être difficiles pour la branche touristique suisse. En effet, un franc trop fort décourage les visiteurs d'autres pays à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse invitation à séjourner hors des frontières du pays.

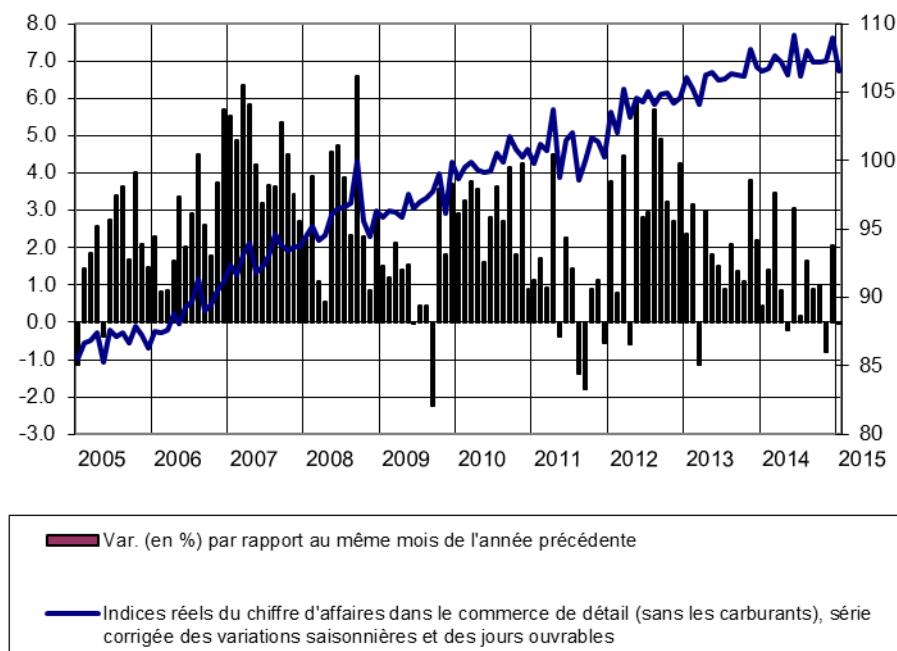
### **3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur**

Sur le front de la demande intérieure, la branche de la construction, après des années de croissance, devrait connaître un certain plafonnement. Des signes d'essoufflement existent. Quant au secteur du commerce de détail, et après l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, celui-ci connaîtra très certainement une nouvelle augmentation du tourisme d'achats à l'étranger.

#### **3.1. Le commerce de détail**

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en juin 2014. Observons qu'en janvier 2015, il évolue à un niveau égal à celui atteint une année auparavant. S'il est en baisse par rapport au mois précédent (-2,3%), l'indice avait évolué à un très haut niveau en décembre 2014.

**Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à janvier 2015**



Source: OFS.

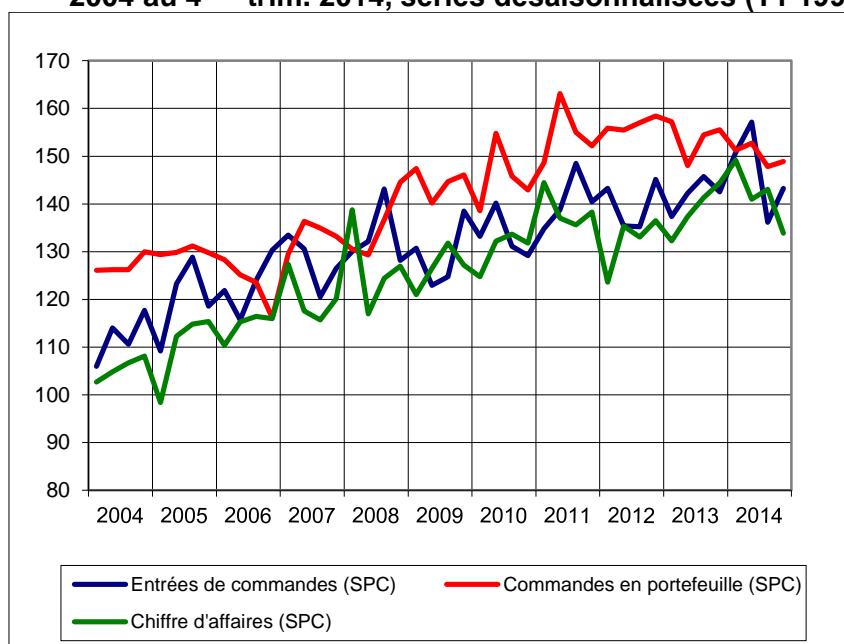
Depuis 2011, les activités dans le commerce de détail ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir. Avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, le tourisme d'achats – déjà à des niveaux élevés – va à nouveau prendre l'ascenseur et ce, tant que le franc suisse ne s'affichera pas en baisse face à l'euro.

#### **3.2. Le secteur de la construction**

Les affaires pourraient plafonner en 2015 dans le secteur de la construction. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) montre que la tendance a été globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1). L'indice lié aux commandes en portefeuilles a cependant déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011. Depuis lors, il se situe toujours à un haut niveau, même si le

trend est clairement baissier. L'indice lié au chiffre d'affaires avait atteint un relatif sommet au premier trimestre 2011. Après une phase de baisse, il était à nouveau reparti à la hausse pour atteindre un sommet absolu au premier trimestre 2014. Il s'oriente à la baisse sur le reste de l'année 2014. L'indice lié aux entrées de commandes suit une trajectoire relativement identique. Si celui-ci avait connu un relatif sommet pour la période sous-analyse au troisième trimestre 2011 et que, par la suite, il a plafonné un certain temps à un relativement haut niveau, il atteint au deuxième trimestre 2014 un pic inégalé jusque-là. Il s'oriente fortement à la baisse entre le deuxième et troisième trimestre 2014 pour montrer un léger regain fin 2014. En bref, si les indices dans le secteur principal de la construction continuent à évoluer à un haut niveau en comparaison historique, ils montrent des signes d'essoufflement sur la période récente. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci s'affiche-t-il toujours en croissance ?

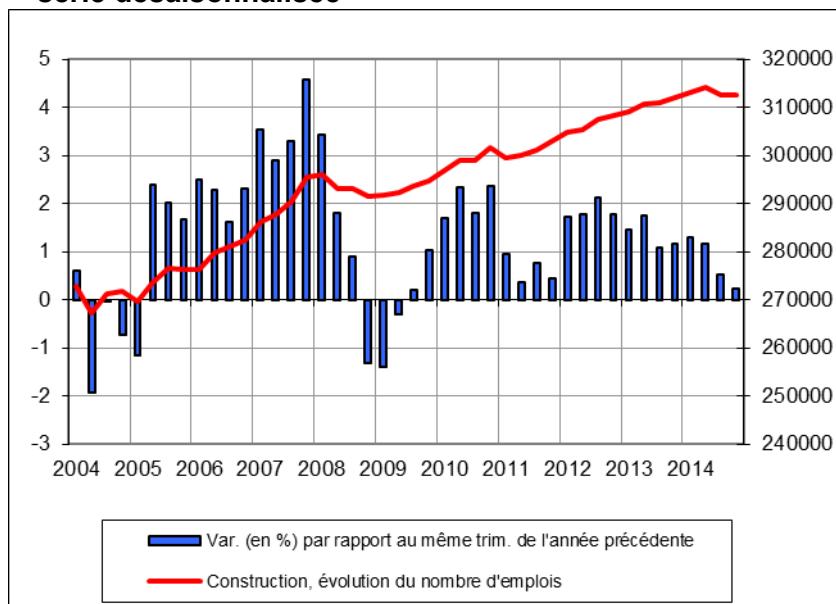
**Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 4<sup>ème</sup> trim. 2014, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)**



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! Un sommet absolu sera atteint au deuxième trimestre 2014. À cette date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu plus de 314'200 personnes en équivalents plein temps. Il s'affiche néanmoins clairement en baisse au troisième trimestre 2014 (- 1'700 emplois en données désaisonnalisées) pour demeurer à un niveau quasi identique à fin 2014.

**Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée**



Source : OFS.

La bonne marche des affaires dans la construction depuis déjà de nombreuses années pose la question des perspectives futures du secteur. Si la plupart des indicateurs dans le SPC continuent à évoluer à des hauts niveaux d'activités en comparaison historique, on sent des signes d'essoufflement. L'indice de la construction réalisé conjointement par la SSE et le Crédit Suisse s'est clairement orienté à la baisse sur la période très récente, même s'il demeure toujours à un niveau historique élevé. Les experts de la SSE et du Crédit Suisse s'attendent à ce que, malgré tout, 2015 soit une « année réussie » pour la construction. D'une part, l'évolution du franc et le potentiel ralentissement conjoncturel de l'économie qui doit en découler n'aura pas cette année déjà des effets importants sur la branche de la construction. D'autre part, et au niveau de la construction de logements, l'environnement est toujours très favorable avec des taux d'intérêt très bas et qui pourraient encore très légèrement baisser. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existent toujours, en particulier dans les grandes agglomérations – et peut-être moins dans les régions touristiques où l'effet de l'initiative sur les résidences secondaires devrait se faire sentir –, le potentiel à construire en Suisse reste présent. En bref, l'année 2015 pourrait être une bonne année, même si la branche de la construction évoluera très certainement en dessous des niveaux record atteints en 2014.